



AFRIQUE/RD CONGO - Plus de 30 groupes armés dans l'est du pays : « la faiblesse de l'Etat favorise leur prolifération »

Kinshasa (Agence Fides) – Plus de 30 groupes armés opèrent dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo (RDC) et en particulier au Nord Kivu. C'est ce qu'affirme un rapport de la Mission de l'ONU de stabilisation du Congo (MINUSCO). La majeure partie de ces groupes sont formés de quelques centaines de combattants seulement alors que le groupe le plus nombreux semble être celui des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), qui compte environ 3.000 hommes. Ces groupes, à leur tour, créent des alliances changeantes avec l'armée régulière congolaise et son actuel adversaire, le M23, mouvement formé par des déserteurs qu'un récent rapport de l'ONU affirme être soutenu par les gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda.

« L'attention de la communauté internationale pour le M23 cache la réalité plus complexe du Nord Kivu » déclarent à l'Agence Fides des sources locales, qui font remonter l'actuelle instabilité « au 20 mars 1993 lorsque, à Ndoto, dans le territoire de Walikale les Nyanga et le Hunde se mirent ensemble pour réagir aux diverses provocations des Tutsi et de Hutu : contestation du pouvoir coutumier, hisser le drapeau rwandais en territoire congolais etc. Cette guerre s'était développée comme un feu de brousse et a vu son épicentre se déplacer dans le territoire de Masisi ».

« La situation que nous traversons aujourd'hui au Nord Kivu notamment dans les territoires de Rutshuru et de Masisi est une émanation de cette guerre et des conflits successifs » poursuivent nos sources. « Avec le temps et les circonstances changeant, la coalition Hutu-Tutsi, Hunde-Nyanga a laissé la place à tous les mécontents et comme la bonne gouvernance n'a jamais été le fort du pouvoir dans notre pays, l'Est de la RDC est resté le ventre mou de l'ensemble du territoire national et fait de ce dernier le ventre mou de l'ensemble de la Région des Grands Lacs africains ». L'absence d'un Etat fiable, en mesure d'assurer la sécurité de tous et de lancer le développement économique de la région, sommée à l'interférence d'intérêts étrangers, a favorisé la multiplication des groupes armés qui se disputent le contrôle des mines de la zone.

« Il ne s'agit pas de guerres tribales. Toutes les couches de la société se rendent compte et disent tout haut qu'il n'y a pas d'autorité au Congo, en d'autres termes, le pouvoir est dans la rue et quand cela arrive le premier qui se présente comme responsable éventuel rassemble le ban et l'arrière ban assez facilement » concluent nos sources. (L.M.) (Agence Fides 19/10/2012)